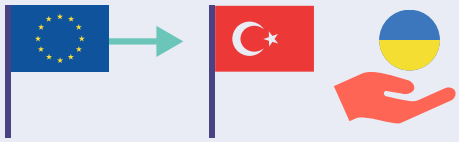
Les relations UE-Turquie à l'ère Trump II : entre adhésion bloquée et coopération forcée

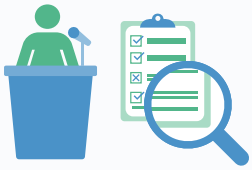


Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, la volatilité du contexte sécuritaire continental pousse les États membres de l'UE à se rapprocher de la Turquie, qui a rejoint dès sa création début mars, la « Coalition des volontaires » en soutien à l'Ukraine.

Le 21 mars 2025, les partenaires européens de la Turquie lui font même part des conclusions du Conseil européen de la veille, en tant que « pays affinitaire »

→ au même titre que :

ISLANDE NORVÈGE ROYAUME-UNI



Ce contexte incite le président turc Recep Tayyip Erdoğan à remettre sur la table la question de l'adhésion de son pays à l'Union européenne, dont les négociations, ouvertes il y bientôt 20 ans, sont au point mort depuis 7 ans.

Si l'UE écarte soigneusement toute relance du processus, elle n'en demeure pas moins contrainte de faire un pas vers la Turquie, voisine aussi délicate qu'incontournable

double objectif

- Soutenir l'Ukraine
- Renforcer ses propres capacités de défense

Une nouvelle page dans les relations entre Bruxelles et Ankara

Où en sont aujourd'hui ces relations ?
Quelles lignes de fracture persistent, en particulier dans le cadre du processus d'adhésion ?
Quels enjeux nouveaux le contexte géopolitique fait-il émerger ?

1 La Turquie, partenaire historique…[1]

SUPERFICIE

780 576 km²
23 764 km² en Europe (3%)

638 475 km²

SOUTIEN À L'ADHÉSION À L'UE

66% → +5 points en 4 ans

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (2023)

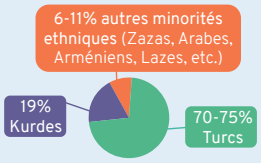
18e rang mondial

PL	TR	NL
809,2 milliards de dollars	1 118,3 milliards de dollars	1 154,4 milliards de dollars

POPULATION

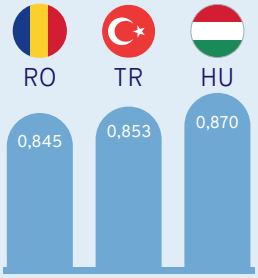
85,33 millions

env. 11,3 millions en Europe (13%)



84,6 millions

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (2023)



PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HAB. À PARITÉ DU POUVOIR D'ACHAT (2023)

LV 41 491 dollars

TR 42 326 dollars

SK 43 625 dollars

Échanges bilatéraux entre la Turquie et l'UE[2]

CHIFFRE RECORD EN 2024

210 milliards d'euros

+80% en 10 ans

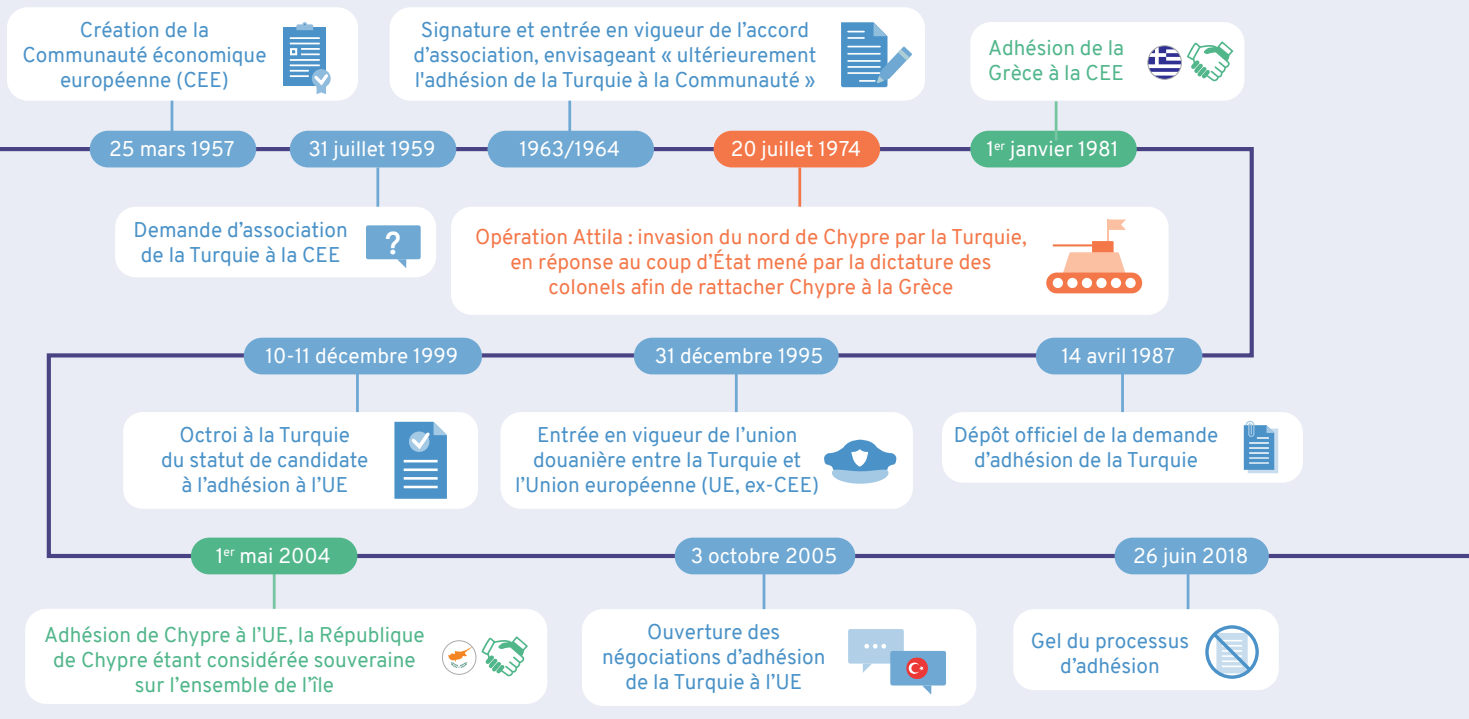
UE

- 1er partenaire commercial de la Turquie
- 41% des exportations turques de marchandises
- 1er investisseur
- 62% des investissements directs étrangers en Turquie
- 1er bailleur de fonds

TURQUIE

5e partenaire de l'UE

4,2% du commerce extérieur de l'UE

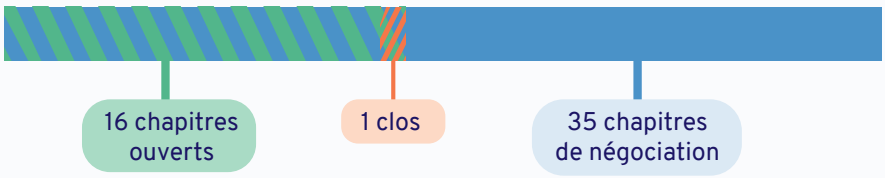


Programmes de l'UE associant la Turquie

- Corps européen de solidarité
- Europe numérique (partiellement)
- Fonds social européen +
- Horizon Europe (hors Programme Euratom)
- Erasmus+
- Marché intérieur (partiellement)
- Mécanisme de protection civile
- Programme « Douane »

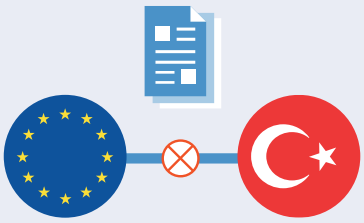
- Creative Europe
- Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs
- EU4Health
- Mécanisme pour l'interconnexion en Europe
- Fiscalis
- LIFE
- InvestEU
- Justice

État des négociations d'adhésion



À l'arrêt depuis 2018

2 …mais candidate en sursis



Les déclarations émanant de l'UE comme de ses États membres ne désignant plus la Turquie que comme une « partenaire », sans évoquer son statut de candidate, se multiplient – au grand dam d'Ankara.

Si les relations turco-européennes ont toujours été jalonnées d'obstacles, jamais les positions des deux partenaires n'avaient semblé aussi éloignées qu'au cours de la dernière décennie, affectant encore leur confiance mutuelle.

Taux d'alignement de la Turquie sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie (2014-2024, en %)[3]

Depuis 2014 : Refus d'adopter des sanctions vis-à-vis de la Russie et du Bélarus en conséquence de l'invasion de l'Ukraine

2017-2019 : Acquisition du système de défense antiaérienne russe S-400 Triumf, incompatible avec le système de défense de l'OTAN

Activités de forage illégales menées par la Turquie en Méditerranée orientale, en violation de la souveraineté de Chypre et de la Grèce → sanctions de l'UE + suspension de dialogues de haut niveau

Opposition à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN

Un contentieux durable : la question chypriote

2004 — Rejet du « Plan Annan » par la partie grecque + Adhésion de la République de Chypre à l'UE → toutes les tentatives subséquentes de relance des pourparlers de paix se sont soldées par un échec

Plusieurs questions restent en suspens :

- le statut politique de l'île (fédération, confédération ou solution à deux États)
- le retour des réfugiés
- la présence des troupes turques
- l'application pleine et entière de l'union douanière

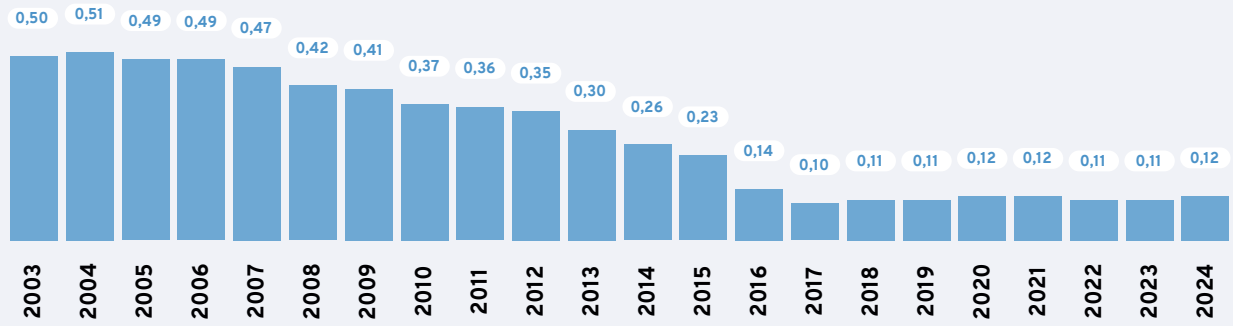
En intégrant Chypre, l'UE n'a pas seulement intégré un conflit gelé opposant un de ses États membres à la Turquie ; elle a également compromis sa capacité à jouer un rôle de médiatrice impartiale dans le règlement de la question chypriote.

Sur le plan interne, la Turquie fais face à des défis structurels, incompatibles avec les critères de Copenhague – fondements du processus d'adhésion.

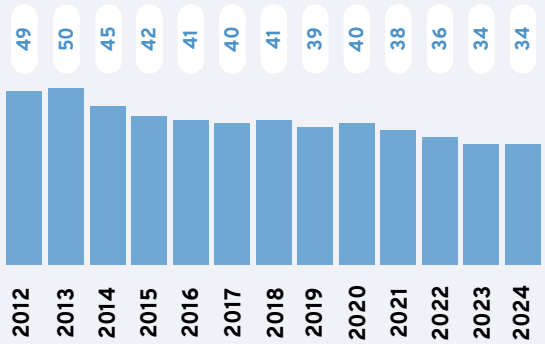
CRITÈRE POLITIQUE

Érosion de l'État de droit et dérive autoritaire

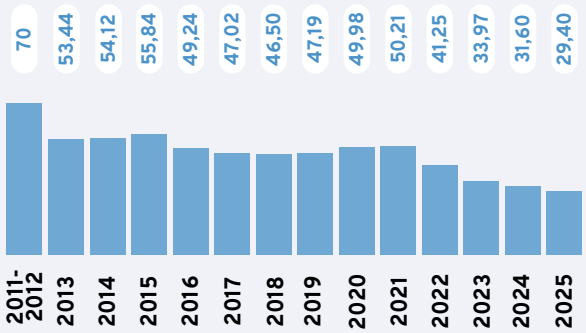
Indice de démocratie libérale depuis l'arrivée de Recep Tayyip Erdoğan à la tête de la Turquie (2003-2024, Institut V-Dem)[4]



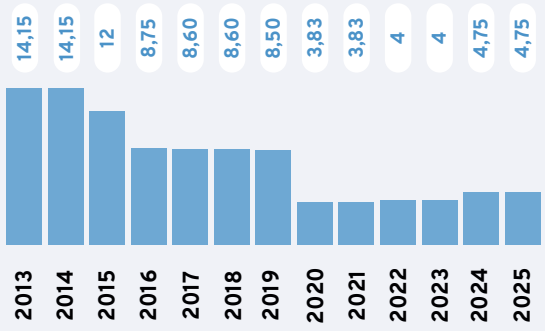
Indice de perception de la corruption en Turquie
(2012-2024, Transparency International)[6]



Score de la Turquie au Classement mondial de la liberté de la presse
(2011-2024, Reporters sans Frontières)[5]



Score de la Turquie au Rainbow Map sur la situation des personnes LGBTI
(2013-2025, ILGA-Europe)[7]



Personnalités politiques en détention

Selahattin Demirtaş

Figen Yüksekdağ

Anciens co-présidents du Parti démocratique des peuples (HDP) : incarcérés depuis 2016, condamnés à respectivement 42 et 30 ans de prison en 2024

Ekrem İmamoğlu

Maire d'Istanbul, membre du Parti républicain du peuple (CHP) : incarcéré depuis mars 2025 pour « corruption »

Can Atalay

Avocat et ancien député du Parti des travailleurs de Turquie (TİP) : incarcéré depuis 2017, condamné à 18 ans de prison en 2022

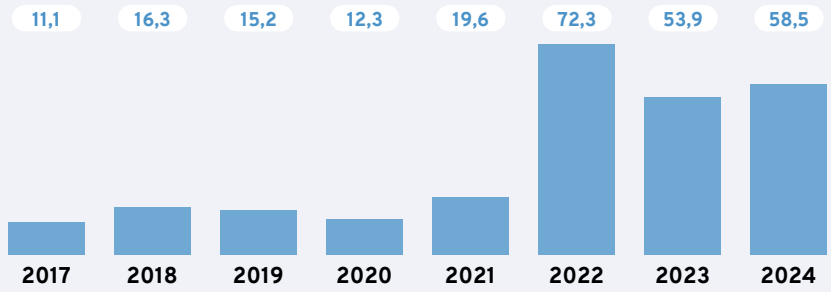
Osman Kavala

Philanthrope : incarcéré depuis 2017, condamné à la prison à perpétuité en 2022

CRITÈRE ÉCONOMIQUE

Inflation et dévaluation

Inflation en Turquie (en %, 2017-2024, Banque mondiale)[8]



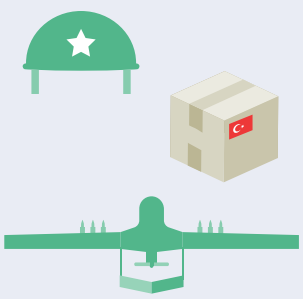
Évolution du taux de change de la livre turque face à l'euro
(2017-2025, Banque centrale européenne)[9]

3 Vers un grand « reset » ?

Face à la menace russe et à la volatilité de l'alliance transatlantique, l'heure est à l'unité pour garantir la sécurité du continent. Dans ce contexte nouveau, la Turquie a su se rappeler au bon souvenir de ses partenaires européens, séduits par la compétitivité de son industrie de défense et son potentiel à contribuer à la refondation de l'architecture sécuritaire du continent.

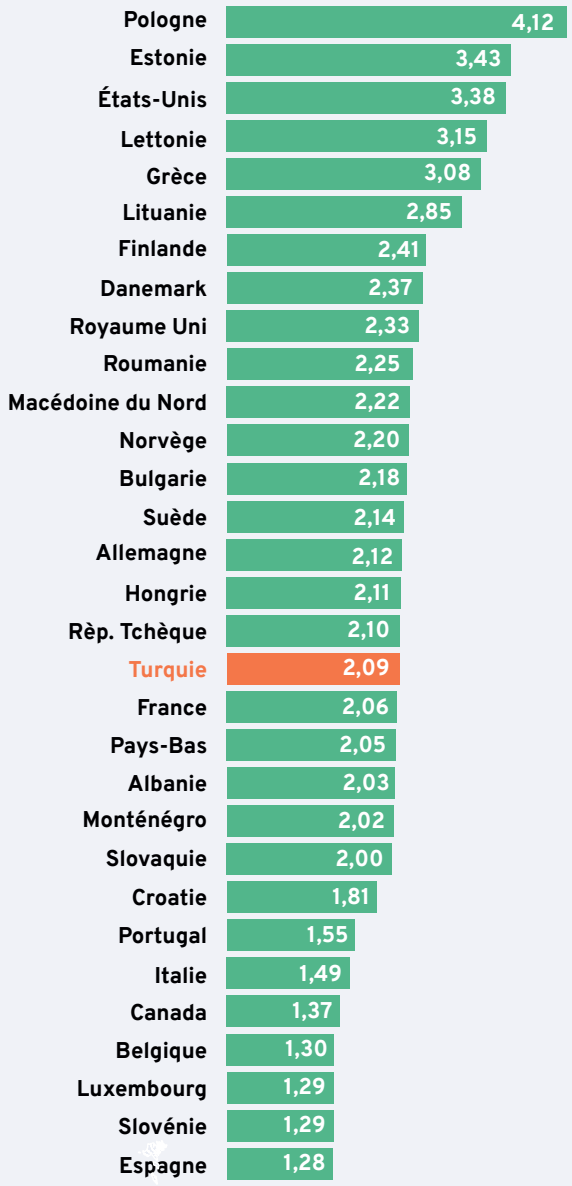
2e armée de l'OTAN en nombre de militaires d'active, s'appuie sur une industrie militaire conforme aux standards de l'Alliance

Ses exportations sont en plein essor, grâce à des livraisons rapides et substantielles.

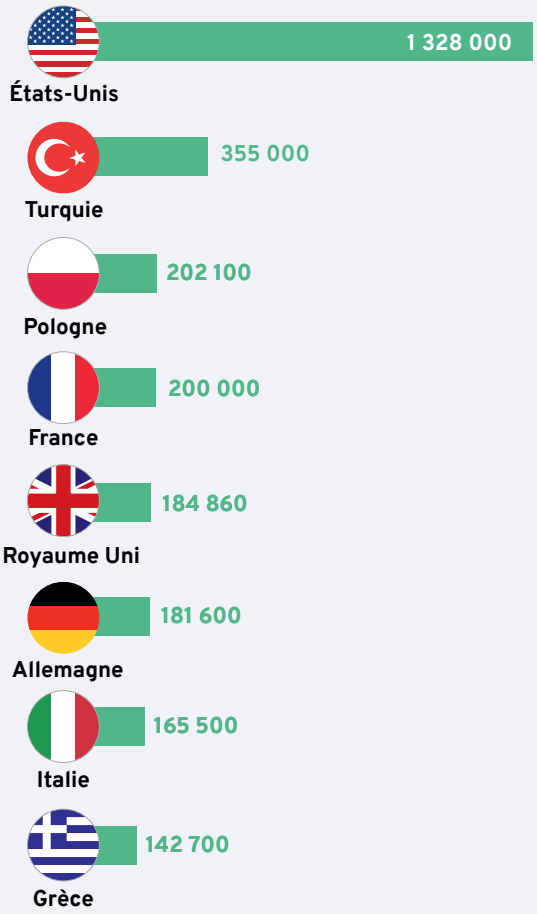


Alors que l'Europe s'efforce de combler ses lacunes capacitaires dans l'urgence, l'expérience du terrain — notamment acquise en Ukraine, un appui que la Turquie revendique volontiers —, et le succès international des drones tactiques TB2 *Bayraktar*, produits par la société Baykar, ont déjà convaincu 6 États candidats et membres de l'UE d'en faire l'acquisition.

Dépenses de défense en part du PIB
(en %, 2024, OTAN)[11]



Nombre de militaires d'actives au sein des principales armées de l'OTAN
(2025, Global Firepower)[10]



Partenaires européens de l'industrie de défense turque

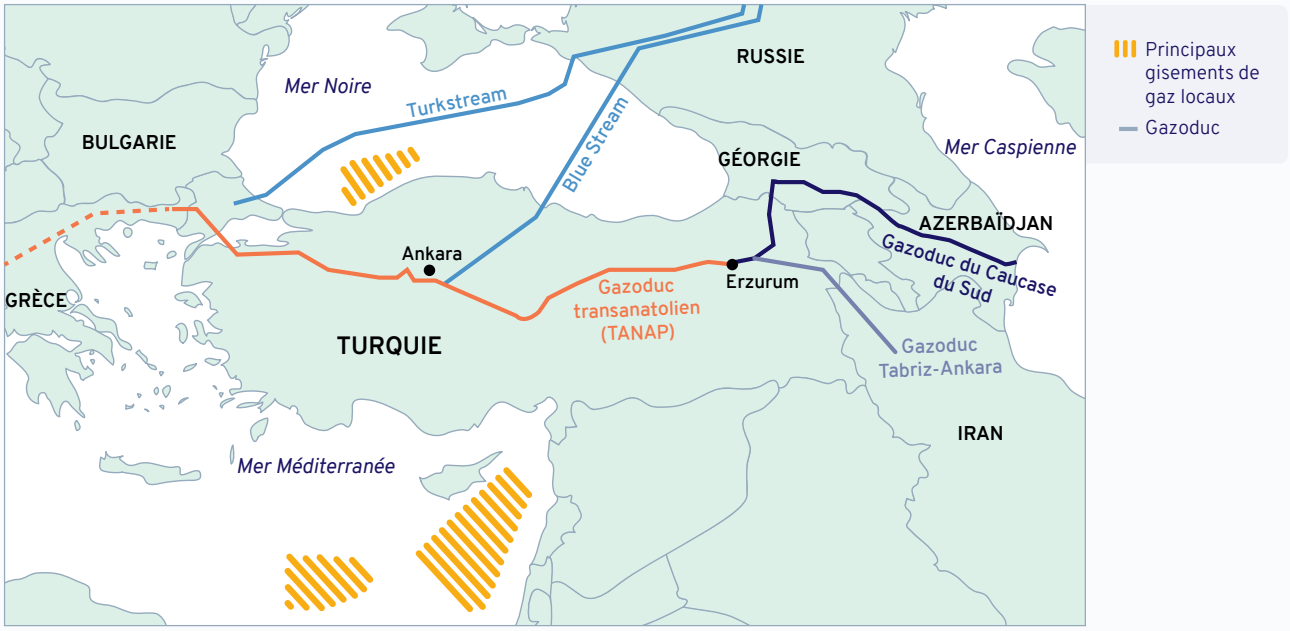
Au-delà du contexte sécuritaire, l'Europe demeure avide d'hydrocarbures, malgré ses efforts pour rompre avec sa dépendance à l'égard de la Russie depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, et malgré sa transition énergétique.

1 janv. 2025 → Fin de l'accord de transit gazier entre la Russie et l'Ukraine qui garantissait un acheminement constant de gaz russe vers l'UE → les pays européens cherchent plus que jamais à diversifier leurs sources d'approvisionnement à court terme

Bénéficiant d'une position géographique unique, à la croisée des routes énergétiques reliant les pays exportateurs de gaz et les pays importateurs, la Turquie tente de se positionner comme un hub énergétique régional.

La Turquie renforce ainsi son rôle de plateforme de transit, notamment pour le gaz naturel et le pétrole à destination de l'Europe. Si elle a d'abord investi dans sa propre production, en explorant les ressources en mer Noire et en Méditerranée, elle importe avant tout du gaz de Russie, d'Azerbaïdjan et d'Iran, qu'elle ré-achemine vers l'Europe, notamment par le gazoduc trans-adriatique (TAP). Parallèlement, elle s'est spécialisée dans le raffinage du pétrole brut russe, une faille dans les sanctions de l'UE permettant son exportation vers les marchés européens sans y contrevenir directement.

Principales infrastructures gazières et gisements de gaz de la région



4 Quels scénarios pour demain ?

Alors que la relance du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE semble peu probable à court terme, que peut-on attendre du rapprochement en cours entre Bruxelles et Ankara ?

Chypre : vers une relance des pourparlers de paix ?

PROBABILITÉ : *TRÈS FAIBLE*

Après une première rencontre en mars, celle prévue en juillet entre chypriotes grecs et chypriotes turcs, à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies et en présence du Royaume-Uni, de la Grèce, de la Turquie et de l'UE, ne suscite guère d'espoirs.

Démocratie : vers une reconsolidation ?

PROBABILITÉ : *TRÈS FAIBLE*

L'arrestation récente du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, marque un tournant dans la dérive du pays vers un régime que le Parlement européen qualifie de « pleinement autoritaire ». La répression massive qui a suivi les manifestations anéantit l'espace politique intérieur, laissant peu d'espoir de reconsolidation démocratique — un signal préoccupant tant pour le processus d'adhésion que pour les investisseurs étrangers.

Union douanière et libéralisation des visas : vers une percée ?

PROBABILITÉ : *FAIBLE*

La modernisation de l'union douanière, inadaptée aux enjeux du XXIe siècle de par son exclusion des services en particulier, et la libéralisation, au moins ciblée, des visas offriraient un levier puissant pour le renforcement des échanges bilatéraux. La réticence persistante d'Ankara à mettre en œuvre ses engagements entrave toutefois tout progrès.

Ukraine : vers une médiation utile avec la Russie ?

PROBABILITÉ : *FAIBLE À MOYENNE*

16 mai 2025

La Turquie a facilité le plus large échange de prisonniers depuis le début de la guerre, lors de négociations directes à Istanbul — les premières en trois ans. Ankara tire parti de ses canaux ouverts avec les deux parties pour s'affirmer comme médiatrice régionale. Le refus de Vladimir Poutine de se rendre en Turquie la veille souligne néanmoins la portée limitée de cette médiation.

Défense : vers une participation renforcée à l'architecture de sécurité continentale ?

PROBABILITÉ : *MOYENNE*

Le contexte actuel ouvre de nouvelles opportunités de coopération entre l'UE et la Turquie. L'UE cherche à renforcer rapidement ses capacités de défense, tandis qu'Ankara y voit une opportunité de valoriser sa base industrielle de défense et d'accroître ses exportations. Toutefois, les réticences de certains États membres, soucieux de protéger leurs champions nationaux et méfiants vis-à-vis d'un partenaire instable, freinent toute perspective d'intégration pleine et entière à cette nouvelle architecture.

Migrations : vers un renforcement de la coopération avec l'UE ?

PROBABILITÉ : *FORTE*

Le dossier migratoire reste le principal levier de coopération entre l'UE et la Turquie. Les deux parties partagent un intérêt stratégique, notamment en Syrie : soutenir la transition politique et garantir son intégrité territoriale, en particulier face à la campagne militaire israélienne, afin de créer, à terme, les conditions d'un retour volontaire des réfugiés.

1 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française (site internet consulté le 22 mai 2025), Présentation de la Turquie & Présentation de l'Allemagne ; Noémie Galland-Beaune, « La superficie des pays de l'Union européenne », *Toute l'Europe*, 27 septembre 2022 ; Central Intelligence Agency, (site internet consulté le 22 mai 2025), The World Factbook. Turkey (Turkiye). Washington, D.C ; Banque mondiale, PIB ($ US courants) & PIB par habitant, ($ PPA internationaux courants) ; Programme des Nations unies pour le développement, Human Development Index (HDI) ; İktisadi Kalkınma Vakfı, IKV held a meeting called "Results of Research on EU Support and Perception of Europe in Public Opinion 2023", 27 octobre 2023.

2. Commission européenne (site internet consulté le 22 mai 2025), Türkiye: EU trade relations with Türkiye. Facts, figures and latest developments. ; Türkiye 2024 Report, Commission Staff Working Document, Accompanying the document *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions*, 2024 Communication on EU enlargement policy, SWD(2024) 696 final, Bruxelles, 30 octobre 2024.

3. Les données sont issues des rapports annuels sur l'élargissement de la Commission européenne, disponibles sur son site internet.

4. Institut V-Dem, Liberal Democracy Index, Varieties of Democracy Project.

5. Reporters sans Frontières, Classement mondial de la liberté de la presse. *Lecture : plus le score se rapproche de 0, plus la liberté de la presse est restreinte dans le pays.*

6. Transparency International, Corruption Perceptions Index. *Lecture : plus l'indice se rapproche de 0, plus le pays est perçu comme corrompu.*

7. European Region of the International Lesbian and Gay Association (ILGA-Europe), Rainbow Map. *Lecture : plus le score se rapproche de 0, plus la situation des personnes LGBTI dans le pays est précaire.*

8. Banque mondiale, Inflation, prix à la consommation (% annuel) - Turkiye. Les taux indiqués proviennent des données officielles de l'Institut statistique de Turquie (TÜİK). Ces chiffres font toutefois l'objet de contestations de la part d'économistes indépendants, notamment ceux du Groupe de recherche sur l'inflation, qui dénoncent une sous-évaluation systématique de l'inflation dans les statistiques officielles (voir : ENAGrup, ENAGrup Tüketici Fiyat Endeksi).

9. Banque centrale européenne (site internet consulté le 22 mai 2025), Turkish lira (TRY).

10. Global Firepower (site internet consulté le 22 mai 2025), Active Military Manpower by Country (2025).

11. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (site internet consulté le 22 mai 2025), Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2024), Communiqué de presse, 17 juin 2024.

Benjamin Couteau | Design graphique : Marjolaine Bergonnier | Mai 2025